



REPUBLIQUE DU BENIN

INTERVENTION

DE

S.E DR. BONI YAYI,
PRESIDENT DE LA REPUBLICUE,
CHEF DE L'ETAT, CHEF DU GOUVERNEMENT

A

LA CONFERENCE
INTERNATIONALE DE SUIVI SUR LE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT CHARGEE D'EXAMINER
LA MISE EN ŒUVRE DU CONSENSUS DE MONTERREY

DOHA, LE 29 NOVEMBRE 2008

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Honorables délégués,

Permettez-moi tout d'abord d'exprimer au nom de la Nation béninoise toutes mes condoléances au Peuple et au Gouvernement de l'Inde à la suite des attentats terroristes, ciblés et planifiés, survenus ces derniers jours dans ce pays.

Monsieur le Président,

Je voudrais, après les illustres orateurs qui m'ont précédé à cette tribune, associer ma voix aux félicitations et aux témoignages formulés à votre endroit suite à votre élection à la présidence de la présente réunion de haut niveau sur le suivi du Financement du Développement, chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey.

Je voudrais également exprimer ma profonde gratitude, ainsi que celle de ma délégation, au Gouvernement du Qatar pour l'invitation, la chaleur de l'hospitalité et pour les facilités offertes en vue du parfait déroulement de cette conférence.

Qu'il me soit permis aussi d'exprimer à l'endroit du Secrétaire Général des Nations Unies, Son Excellence Monsieur BAN KI-Moon, toute la satisfaction et la gratitude de la République du Bénin pour tous les efforts qu'il ne cesse de déployer, afin que la question du financement du développement reste au centre des préoccupations de la communauté internationale, augmentant les chances de réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Monsieur le Président,

En adoptant le Consensus de Monterrey en mars 2002, la communauté internationale s'est engagée à résoudre le problème du financement du développement, dans la perspective de la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international.

Plus de six ans après, force est de constater que malgré les efforts consentis pour la réalisation des engagements pris, le bilan demeure mitigé particulièrement en ce qui concerne les pays d'Afrique subsaharienne.

Par ailleurs, il convient de souligner qu'en ce moment où se tiennent nos assises, le Monde se trouve confronté à une crise financière et économique de grande envergure qui, bien qu'ayant ses origines dans les pays industrialisés, engendre également de sérieuses répercussions sur l'économie des pays en développement. Cette crise démontre plus que jamais l'ampleur des défis à affronter par ces derniers déjà confrontés à une crise alimentaire doublée d'une crise énergétique sans oublier les effets négatifs des changements climatiques.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Face à cette situation, qu'il nous soit permis de rappeler à la communauté internationale, que pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le

Développement, des actions hardies doivent être menées au regard des principaux piliers du Consensus de Monterrey.

Ainsi, en matière de mobilisation des ressources nationales, il est impérieux d'aider les pays pauvres à jouir de leurs richesses en intensifiant la coopération internationale dans le domaine de la lutte contre la fuite des capitaux et l'évasion fiscale. Nous pourrions pour ce faire renforcer le Comité des Experts des Nations Unies en matière de taxes.

Pour sa part, le Bénin s'est efforcé au cours des sept dernières années de procéder à l'assainissement de ses finances publiques, qui s'est traduit par une augmentation de ressources intérieures de 9% en moyenne annuelle. En outre, le Bénin a adopté un plan national de développement basé sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement dont le financement est estimé à un (01) milliard de dollars US par an sur sept ans. Malgré les efforts qui ont permis d'accroître les ressources intérieures, il nous sera difficile de mobiliser ce montant, surtout par ces temps de crises où les mesures d'urgence prises par mon gouvernement ont accentué le déficit budgétaire.

C'est pour vous dire, Monsieur le Président, qu'en ce qui concerne la mobilisation des ressources internationales, les Nations en développement au nombre desquelles figure mon pays, le Bénin, attendent toujours que les pays développés respectent leur engagement qui consiste à consacrer, d'ici à 2015, 0,7% de leur produit national brut à l'aide publique au

développement dont 0,15 à 0,20% en faveur des pays les moins avancés. Car, jusqu'à présent le niveau de l'aide publique au développement provenant de la plupart des pays développés est constant ou en nette diminution. Au Bénin par exemple, l'aide publique au développement a progressivement chuté de 13% du PIB en 2001 à 7% en 2006.

Le Bénin croit qu'il est possible d'accroître l'aide publique au développement comme l'illustrent les multiples efforts déjà déployés par les pays développés pour mobiliser en un temps record quelques milliers de milliards de dollars en vue de contenir la crise financière actuelle.

En outre, il me paraît indispensable que les institutions multilatérales participent davantage à l'effort de reconstitution des ressources en faveur des pays pauvres à travers notamment le Fonds Africain de Développement et l'IDA.

Je voudrais également préciser que la proposition visant à relever la part consacrée à l'agriculture dans l'aide publique au développement de 3% à 10 % représente une démarche stratégique qui doit être mise en œuvre avec une volonté politique commune à la mesure de l'enjeu. C'est le lieu de rendre hommage aux pays qui ont déjà pris des engagements fermes pour accorder des ressources supplémentaires à cet effet.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

A Monterrey en 2002, la communauté internationale a proclamé le commerce comme moteur du développement. Dans cet ordre, la question des échanges commerciaux internationaux doit faire l'objet d'une attention plus grande avec la recherche d'un système de commerce international équitable et favorable au développement. Il est par conséquent impérieux de relancer le cycle des négociations commerciales de Doha qui constitue un espoir pour de nombreux pays en développement.

Le Bénin en appelle une fois encore aux pays développés pour qu'ils mettent fin à la pratique des subventions qui créent des distorsions dans le commerce international au détriment des producteurs agricoles de nos pays.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Notre ardent souhait est de voir les pays pauvres participer, aux côtés des pays riches à la transformation de l'architecture du système financier international. Le système financier international rénové devra désormais prendre en compte les aspirations de développement des pays aujourd'hui

marginalisés dans la gestion des crises internationales dont ils ressentent durement les effets.

J'exprime le vœu que nos présents débats permettent de développer une vision consensuelle sur la meilleure manière de revitaliser le Consensus de Monterrey, en vue de promouvoir une stratégie de financement du développement qui permette à tous les Etats de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement, dans la perspective d'une éradication de la pauvreté.

A cet égard, il serait important de mettre en place un mécanisme de surveillance susceptible d'inventorier et d'alerter la communauté internationale sur les évènements, notamment les crises qui nous éloignent de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement à l'échéance 2015.

Je vous remercie.